



Loi de finances 2026 en raccourcis



Loi de finances 2026 en raccourcis

Sommaire

Liste des tableaux et figures	2
Sigles et abréviations	3
Présentation du Cameroun	4
Situation géographique	4
Atouts économiques	5
Partenaires étrangers	7
Cadre budgétaire à moyen terme du Cameroun	10
Hypothèses macroéconomiques	10
Objectifs de politique budgétaire 2026-2028	11
Projections des recettes budgétaires 2026-2028	11
Projections des dépenses budgétaires 2026-2028	12
Evolution du déficit budgétaire et analyse du financement	12
Grands projets d'investissements en cours	13
Les grandes orientations du budget de l'Etat 2026	17
Le budget de l'Etat 2026 en chiffres	17
Priorités en matière d'import-substitution	21
Stratégie d'endettement en 2026	22
Prévisions en matière de décentralisation	23
Sensibilité au climat et au genre du Budget	25
Portefeuille de l'Etat	27
Risques pouvant entraver l'exécution du budget 2026	29
Sources Documentaires	33

Liste des tableaux et figures

Tableaux

Tableau 1 : Quelques atouts économique du Cameroun	5
Tableau 2 : Programmation des Appuis Budgétaires au titre de l'exercice 2026	8
Tableau 3 : Principaux partenaires en matière d'exportations du Cameroun	8
Tableau 4 : Principaux partenaires en matière d'importation du Cameroun	9
Tableau 5 : Hypothèses macroéconomiques sur la période 2026-2028	10
Tableau 6 : Trajectoire des finances publiques 2026-2028	11
Tableau 7 : Quelques grands projets d'investissements en cours	14
Tableau 8 : Ressources du budget général au titre de l'exercice 2026	17
Tableau 9 : Ressources des CAS au titre de l'exercice 2026	18
Tableau 10 : Charges du budget général au titre de l'exercice 2026	19
Tableau 11 : Charges des CAS au titre de l'exercice 2026	19
Tableau 12 : Soldes budgétaires (en milliards)	20
Tableau 13 : Présentation des emplois et ressources de financement (en milliards)	20
Tableau 14 : Evolution des allocations budgétaires en matière d'import-substitution sur la période 2025 et 2026	21
Tableau 15 : Plan Annuel d'Endettement 2026	22
Tableau 16 : Ressources de la décentralisation par compétences et ministère/institution en 2026 (en millions de FCFA)	24
Tableau 17 : Distribution du budget sensible au climat et à l'environnement en 2026	25
Tableau 18 : Distribution du budget sensible au genre en 2026 selon la nature de la dépense	27
Tableau 19 : Participation de l'Etat dans le capital social des entreprises en 2024	27
Tableau 20 : Répartition des établissements publics par mode de financement en 2024	28
Tableau 21 : Matrice des risques budgétaires	29

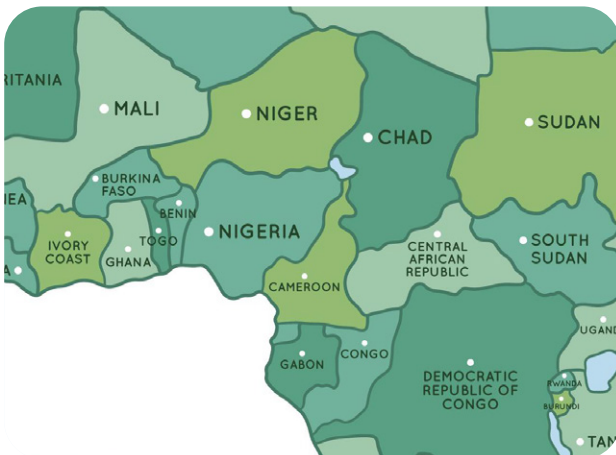
Figures

Figure 1 : Evolution de l'inflation au Cameroun entre 2023-2026	7
Figure 2 : Projection des recettes budgétaires sur la période 2026-2028 (en milliards)	11
Figure 3 : Projection des dépenses budgétaires sur la période 2026-2028 (en milliards)	12
Figure 4 : Evolution du solde budgétaire et du besoin en financement entre 2025-2028	13

Sigles et abbreviations

ABS	Appuis budgétaires Sectoriels
BEAC	Banque des États de l'Afrique Centrale
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
BVMAC	Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale
CAA	Caisse Autonome d'Amortissement
CAMPOST	Cameroon Postal Services
CAS	Compte d'Affectation Spéciale
CBMT	Cadrage Budgétaire à Moyen Terme
CDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CEEAC	Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale
CEMAC	Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CTD	Collectivités Territoriales Décentralisées
EEP	Entreprises et Établissements Publics
INS	Institut National de la Statistique
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MINCOMMERCE	Ministère du Commerce
MINDCAF	Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières
MINEE	Ministère de l'Eau et de l'Énergie
MINEPIA	Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales
MINFI	Ministère des Finances
MINFOF	Ministère des Forêts et de la Faune
MINHDU	Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain
MINMIDT	Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique
MINPMEEESA	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Économie Sociale et de l'Artisanat
MINRESI	Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation
MINT	Ministère des Transports
MINTP	Ministère des Travaux Publics
ND	Non disponible
PEF	Programme Économique et Financier
PforR/IMPACT	Programme d'Amélioration de la Performance, de la Redevabilité et de la Transparence
PME	Petites et Moyennes Entreprises
RE	Ressources extérieures
RI	Ressources intérieures
SND30	Stratégie Nationale de Développement 2020 -2030
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée

Le Cameroun est situé au fond du golfe de Guinée. Il occupe une position stratégique, avec une ouverture sur la CEEAC et la CEDEAO. Limitrophe du Nigéria, de la Guinée Equatoriale, du Gabon, du Congo, de la RCA et du Tchad, le Cameroun a accès à un marché potentiel de 200 millions de consommateurs. La superficie du pays est de 475 442 km² pour une population estimée en 2025 à près de 29 millions d'habitants. La Capitale politique du pays est Yaoundé et la capitale économique Douala. Les langues officielles sont l'anglais et le français.



4

Atouts économiques

Le Cameroun possède l'une des économies les plus diversifiées d'Afrique centrale et représente près de 43 % du PIB de la zone CEMAC. Son économie repose sur l'agriculture, le pétrole, les services, le commerce, les télécommunications et les infrastructures.

Contrairement à plusieurs pays africains dépendants d'une seule ressource, le Cameroun se distingue dans les domaines suivants : agriculture, pétrole et gaz, mines, forêt, industrie agroalimentaire, télécommunications, commerce et services. Il s'agit de l'un de ses plus grands avantages.

Par ailleurs, sa position géographique est hautement stratégique. Le pays est souvent considéré comme la « porte d'entrée » de l'Afrique centrale grâce au port de Douala. Le pays sert de corridor commercial pour : le Tchad, la Centrafrique et une partie du Congo. Ce qui lui donne un fort potentiel logistique et commercial.

● Tableau 1 : Quelques atouts économiques du Cameroun

Atouts économiques	Cadre juridique incitatif à l'investissement privé
	Diversification de l'offre en énergie électrique et gazière
	Amélioration de la sécurité juridique et judiciaire de l'investissement privé
	Politique des prix et d'approvisionnement des marchés compatible avec le pouvoir d'achat des ménagères
	Ouverture sur un marché d'environ 300 millions de consommateurs de la CEEAC et du Nigéria
	Marché du travail caractérisé par les ressources humaines de bonne qualité et un Code de Travail attractif
	Diversification des instruments de financement de l'économie (banque des PME, crédit-bail, etc.)
	Sol et sous-sol richement dotés en matières premières (fer, bauxite, pétrole, gaz, etc.)
	Promotion d'une économie forte et résiliente, faisant du secteur privé le moteur de la croissance
	Renforcement du dispositif sécuritaire par la mise en place d'une force multinationale mixte de la Commission du lac Tchad et la force en attente de l'Union Africaine
	Amélioration de la gouvernance économique avec la création du tribunal criminel spécial, de l'Agence Nationale d'Investigations Financières, de la Chambre des Comptes de la Cour Suprême, de la Commission Nationale Anti-corruption ainsi que l'intensification du rôle du Contrôle Supérieur de l'Etat

● Croissance

Au plan national, la croissance économique devrait atteindre 4,3% en 2026, contre 3,9% estimée en 2025. Cette dynamique sera principalement portée par le secteur non pétrolier, notamment (i) le secteur agricole, boosté par la mise en œuvre du Plan Intégré d'Import-Substitution Agropastoral et Halieutique (PIISAH), (ii) par les industries manufacturières, qui bénéficient de l'accroissement de l'offre énergétique et enfin (iii) par les BTP, grâce à la réalisation des projets d'investissement public.

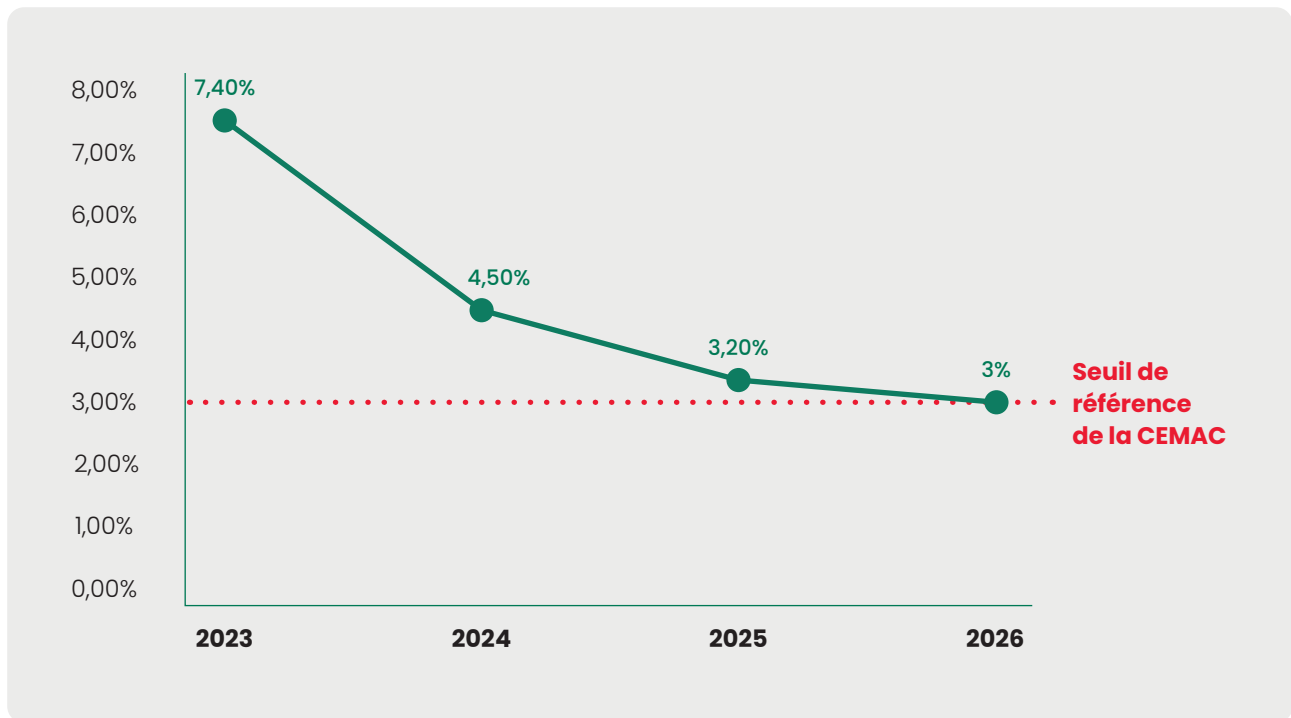
Le secteur pétrolier, en revanche, connaîtrait une contraction légère de -0,1% en 2026. Néanmoins, cette évolution est en nette amélioration par rapport à 2025 où la contraction serait plus prononcée, avec un taux de croissance estimé à -4,9%.



● Inflation

S'agissant enfin de l'inflation, son évolution au Cameroun sur la période 2023-2026 met en évidence une trajectoire de désinflation progressive et soutenue. Après avoir atteint un pic de **7,4 % en 2023** sous l'effet des chocs inflationnistes internationaux, l'inflation a reculé à **4,5 % en 2024** puis à **3,2 % en 2025**. Les perspectives indiquent une poursuite de cette tendance baissière avec un taux projeté à **3,0 % en 2026**, conforme au critère de convergence de la CEMAC. La figure ci-dessous illustre au mieux cette évolution

● Figure 1 : Evolution de l'inflation au Cameroun entre 2023-2026



Partenaires étrangers

● En matière de financements extérieurs

Pour accompagner les priorités de développement du pays, et en complément des recettes fiscales et non fiscales, le Gouvernement mobilise des financements extérieurs auprès des Partenaires Techniques et Financiers à travers trois instruments : dons, prêts-projets et appuis budgétaires.

S'agissant des dons et prêts-projets, les demandes de crédits de paiement sont fondées sur les conventions en vigueur et sur les prévisions de décaissements attendus pour l'exercice 2026. Aussi, au titre de l'exercice 2026, le Projet de Loi de Finances fixe le plafond desdits décaissements à la somme de FCFA 869,5 milliards.

Lesdits décaissements sont repartis ainsi qu'il suit :

- **31,2 milliards FCFA pour les dépenses courantes ;**
- **738,3 milliards FCFA pour les dépenses en capital.**

Soit 85 % orientés vers les investissements, et 15 % pour les dépenses de fonctionnement.

Quant aux appuis budgétaires destinés à soutenir le financement du budget de l'État ou à appuyer la mise en œuvre des réformes structurelles, ils sont intégrés au niveau des recettes et directement mis à la disposition du Trésor Public. Les prévisions de décaissements desdits appuis dans le projet de Loi de Finances 2026 sont de l'ordre de FCFA 272,9 milliards.

La programmation des Appuis Budgétaires pour l'exercice 2026, en milliards de FCFA, se présente de la façon suivante :

● **Tableau 2 : Programmation des Appuis Budgétaires au titre de l'exercice 2026**

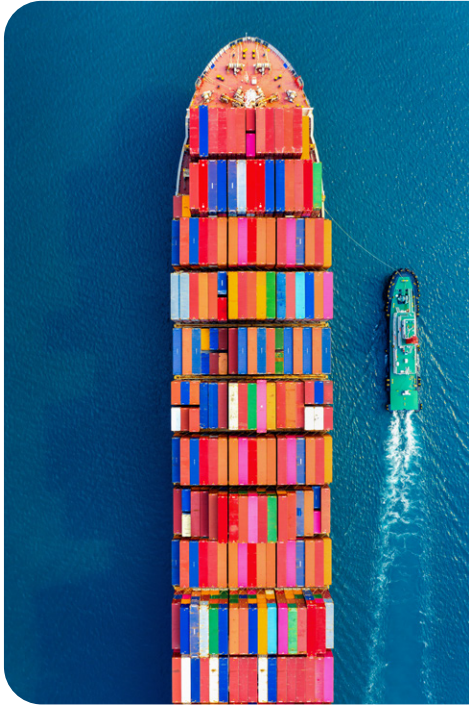
Programmes	Bailleurs	2026
Opération d'Appui aux Politiques de Développement (DPO 2) pour la Consolidation Budgétaire et la Croissance Inclusive	Banque Mondiale (BM)	120
Programme de Réformes du Secteur de l'Électricité (PforR)	Banque Mondiale (BM)	70
Programme d'Appui au Redressement du Secteur de l'électricité (PARSEC)	Banque Africaine de Développement (BAD)	46,8
PforR/IMPACT	Banque Mondiale (BM)	27,6
Programme d'appui au Développement Local (PADEL)	Union Européenne (UE)	8,5
Total		272,9

● **En matière d'exportations**

En 2024, la Chine est le principal partenaire commercial du Cameroun, avec 19,9% de la valeur totale des échanges. Elle est suivie par les Pays Bas (8,5%), l'Inde (8,3%), la France (5,8%), la Belgique (5,6%), l'Italie (3,7%), les Etats-Unis (3,6%) et l'Allemagne (2,8%).

● **Tableau 3 : Principaux partenaires en matière d'exportations du Cameroun**

Libellés	2023		2024	
	Part dans les exportations (en %)	Rang	Part dans les exportations (en %)	Rang
Pays-Bas	23,2	1	19,2	1
Chine	7,8	4	16,5	2
Inde	9,6	3	10,1	3
Italie	4,4	6	6,4	4
France	12,4	2	5,7	5
Bangladesh	4,3	7	5,03	6
Belgique	3,3	10	5,01	7
Tchad	5,0	5	4,3	8
Turquie	3,01	12	3,1	9
Malaisie	2,1	18	3,0	10



En 2024, les Pays-Bas demeurent le premier client du Cameroun (19,2% de la valeur totale des exportations). Ils sont suivis par la Chine (16,5%), l'Inde (10,1%), l'Italie (6,4%), la France (5,7%), le Bangladesh (5,0%), la Belgique (5,0%), le Tchad (4,3%), la Turquie (3,1%) et la Malaisie (3,0%).

● **En matière d'importations**

La Chine demeure le premier partenaire en matière d'importation du Cameroun, avec un poids de 22,2% du volume globale d'importations. Elle est suivie par l'Inde (7,1%), la Belgique (6,1%), la France (5,9%), les Etats-Unis (4,2%), le Brésil (3,3%), l'Allemagne (3,3%), le Nigéria (3,0%), la Thaïlande (2,7%) et la Turquie (2,4%).

● **Tableau 4 : Principaux partenaires en matière d'importation du Cameroun**

Libellés	2023		2024	
	Part dans les importations (en %)	Rang	Part dans les importations (en %)	Rang
Chine	19,0	1	22,2	1
Inde	11,6	2	7,1	2
Belgique	4,4	5	6,1	3
France	7,6	3	5,9	4
Etats Unis	4,8	4	4,2	5
Brésil	1,9	13	3,3	6
Allemagne	3,1	6	3,3	7
Nigéria	1,1	16	3,0	8
Thaïlande	1,0	18	2,7	9
Turquie	1,0	19	2,4	10

Cadre budgétaire à moyen terme du Cameroun

Le cadrage Budgétaire à Moyen Terme (CBMT) est un outil de programmation budgétaire qui permet à l'Etat, sur la base d'hypothèses macroéconomiques, de projeter à moyen terme l'évolution des recettes et des dépenses budgétaires globales, d'établir le déficit budgétaire qui en résulte, ainsi que les sources permettant son financement et que la couverture des autres charges de financement et de trésorerie. Il permet également la répartition intersectorielle des ressources effectuée sur la base des priorités de politiques publique.

Hypothèses macroéconomiques

Les projections budgétaires du CBMT reposent sur les hypothèses macroéconomiques les plus vraisemblables. Sur la période 2026-2028, elles sont résumées dans le tableau ci-dessous.

● **Tableau 5 : Hypothèses macroéconomiques sur la période 2026-2028**

Principaux agrégats	Réal 2024	Est. 2025	2026	2027	2028
PIB nominal (en milliards)	32 316,0	34 219,0	36 420,0	38 785,0	41 603
Taux croissance (%)	3,5	3,9	4,3	4,2	4,9
Déflateur du PIB (%)	5,4	1,9	2,0	2,2	2,2
Inflation (%)	4,5	3,2	3,0	2,8	2,5
Taux de croissance réel du PIB non pétrolier (%)	4,1	4,2	4,4	4,5	4,6
Déflateur du PIB non pétrolier (%)	5,8	2,3	2,2	2,2	2,3
Production pétrolière (millions de barils)	21,380	19,770	20,870	22,130	22,650
Production de gaz (milliards de scf)	75,860	78,040	65,0	39,0	70,2
Prix mondial du baril de pétrole (\$ US)	79,17	69,07	65,88	65,72	65,97
Prix du gaz (\$ US)	10,9	12,4	11,4	10,2	9,1
Taux de change \$ US/FCFA	606,22	585,91	570,92	571,13	571,72

Objectifs de politique budgétaire 2026-2028

L'orientation de la politique budgétaire globale du Gouvernement continuera de reposer sur un effort de consolidation de la situation des finances publiques, afin de maintenir le niveau d'endettement sur une trajectoire viable, en cohérence avec le pacte de convergence de la Sous-région CEMAC, tout en garantissant la mise en œuvre efficace des

objectifs prioritaires de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30).

Le Gouvernement maintiendra le solde budgétaire de référence de la CEMAC en deçà du plancher de -1,5% du PIB défini par les directives communautaires, soit à -1,3% en 2026.

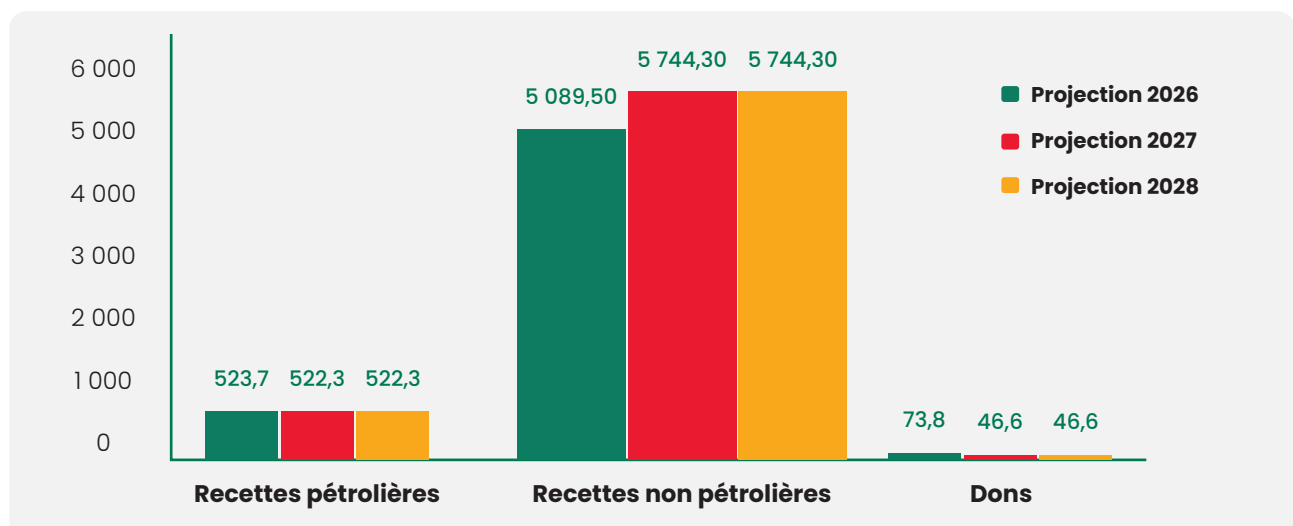
● **Tableau 6 : Trajectoire des finances publiques 2026-2028**

Agrégats budgétaires	Réal 2023	Réal 2024	Proj. 2025	Proj. 2026	Proj. 2027	Proj. 2028
Solde global (% PIB, sur la base des ordres, y compris les dons)	-0,6	-1,5	-0,8	-1,7	-0,4	-0,2
Solde primaire non pétrolier (% du PIB)	2,6	-2,4	-1,4	-1,6	-0,4	-0,2
Solde budgétaire de référence CEMAC (% PIB)	-1,0	-1,3	-0,4	-1,3	-0,2	-0,3
Pression fiscale (%PIB)	13,5	12,9	13,2	13,9	14,1	14,3
Dépenses primaire (hors service de la dette, %PIB)	15,9	15,4	14,9	15,6	14,5	14,5
Service de la dette (% du PIB)	4,2	4,3	7,0	8,8	7,2	6,1
Ratio de soutenabilité de la masse salariale (% des Recettes fiscales nettes de crédits TVA)	37,8	38,9	36,8	35,3	33,5	31,6
Dette publique (%PIB)	44,5	46,0	44,0	50,0	50,0	50,0

Projections des recettes budgétaires 2026-2028

Les recettes budgétaires sont constituées des recettes pétrolières, des recettes non pétrolières (fiscales et non fiscales) et des dons. Leurs projections sur la période 2026-2028¹ sont illustrées par la figure ci-dessus.

● **Figure 2 : Projection des recettes budgétaires sur la période 2026-2028 (en milliards)**

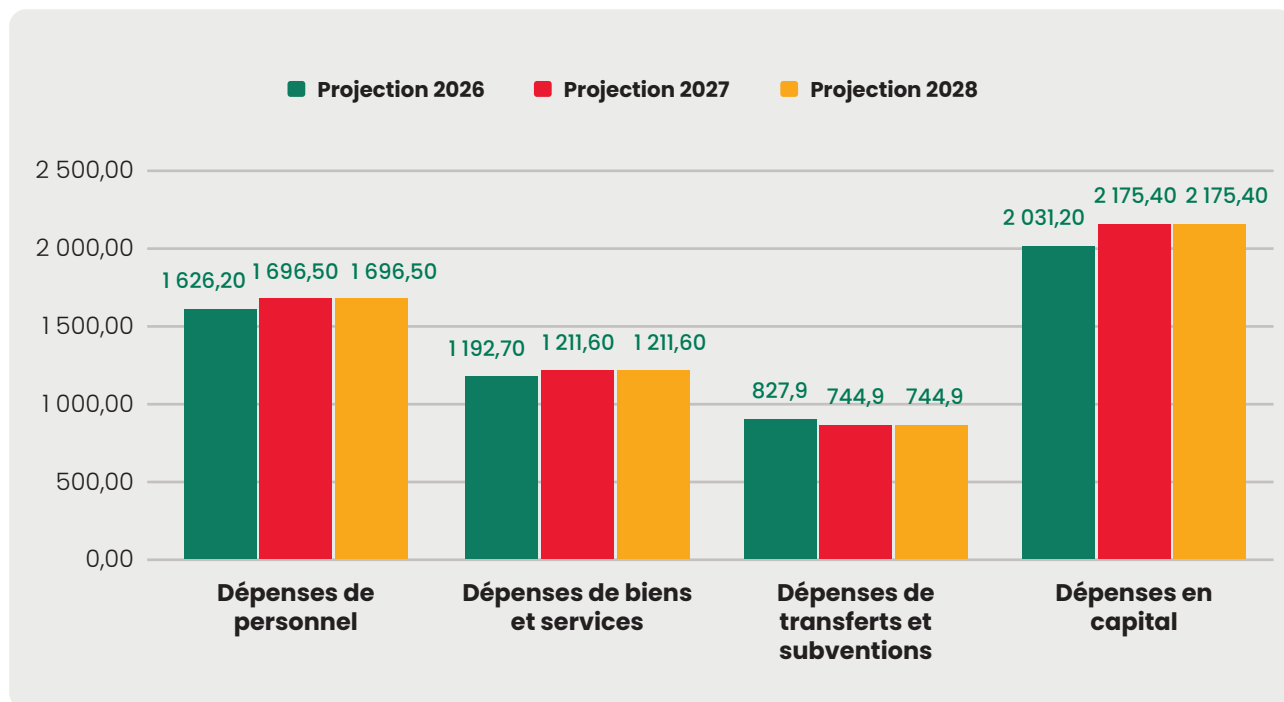


¹Les valeurs de 2027 et 2028 correspondent à la valeur moyenne

Projections des dépenses budgétaires 2026-2028

Les dépenses budgétaires sont constituées des dépenses courantes (dépenses de personnel, dépenses de biens et services, dépenses de transferts et subventions) et des dépenses en capital (sur financements extérieurs et sur ressources propres). Leurs projections sur la période 2026-2028² sont illustrées par la figure ci-dessus,

Figure 3 : Projection des dépenses budgétaires sur la période 2026-2028 (en milliards)



Evolution du déficit budgétaire et analyse du financement

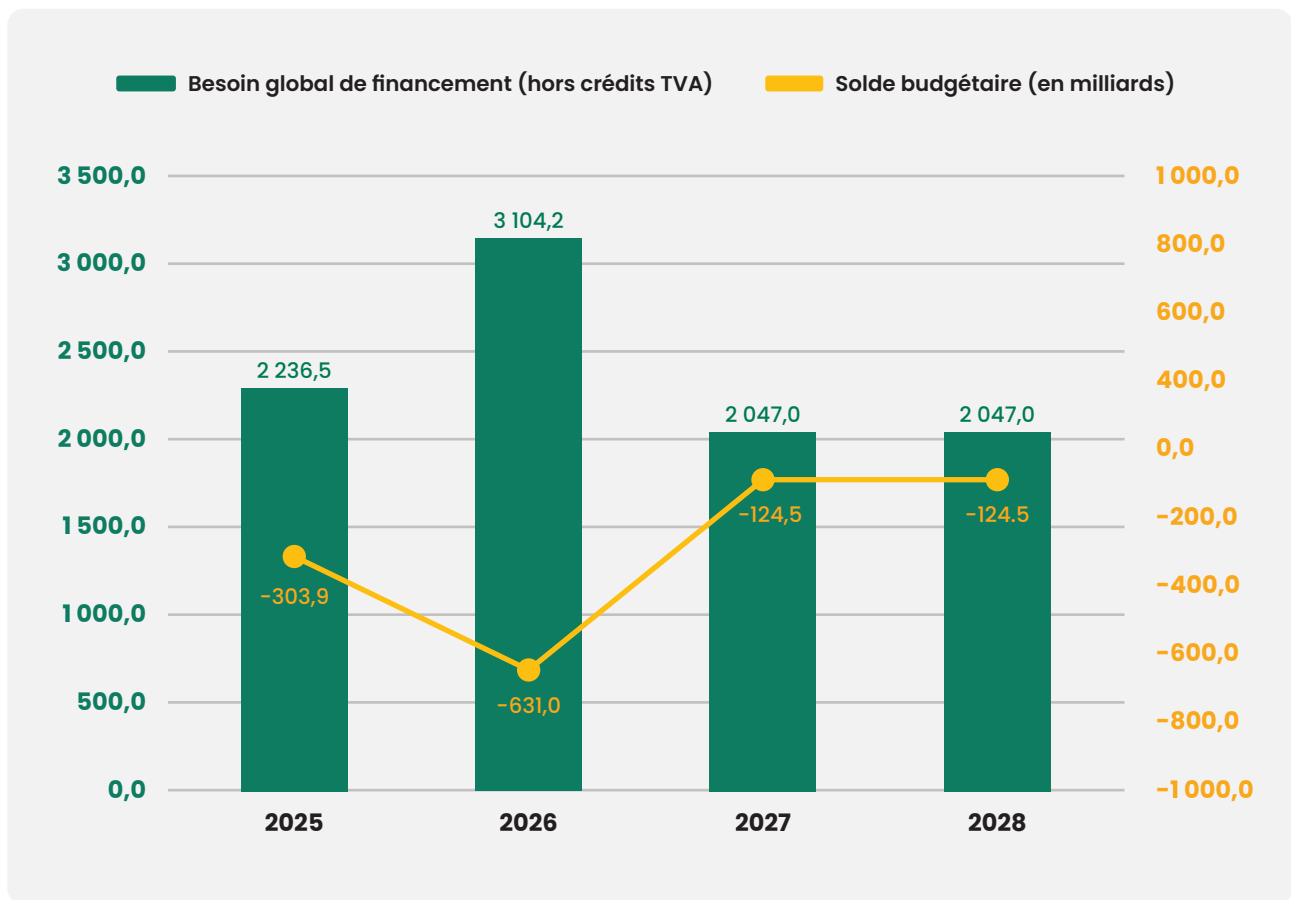
En mettant en relation les projections des recettes propres de l'Etat et ses dépenses, déduction faite des remboursements des crédits de TVA, il se dégage un déficit budgétaire global de 631,0 milliards en 2026 contre 303,9 milliards en 2025. Au cours des deux années suivantes, le solde budgétaire devrait baisser à -124,5 milliards en moyenne.

Les autres charges de financement et de trésorerie de l'Etat, en dehors du financement budgétaire, concernent le remboursement de la dette et le paiement des arriérés. En 2026, l'ensemble des charges liées à ces opérations est évalué à 3 104,2 milliards contre 2 236,5 milliards en 2025 soit une baisse de 245,0 milliards. Entre 2027 et 2028, Le besoin de financement de l'Etat est projeté à 2 047,0 milliards en moyenne.

Pour couvrir ses besoins de financement, évalués globalement, y compris le remboursement des crédits de TVA de 84 milliards, le Gouvernement va recourir aux tirages extérieurs sur prêts-projets (826,7 milliards), aux appuis budgétaires (287,8 milliards), aux émissions de titres publics (400 milliards) et au tirage de ses réserves bancaires à la BEAC (339,7 milliards), emprunts bancaires directs auprès des banques locales (250 milliards) et au emprunt extérieurs sur les marchés financiers (1 000 milliards).

²Les valeurs de 2027 et 2028 correspondent à la valeur moyenne

● Figure 4 : Evolution du solde budgétaire et du besoin en financement entre 2025-2028



Grands projets d'investissements en cours



Les tableaux ci-dessous présente les affectations des ressources dédiées à la mise en œuvre des grands projets au titre de l'exercice 2026. Ces dotations d'une valeur d'environ F.CFA 660,4 milliards, qui représentent un peu plus du tiers du budget d'investissement public et, permettront l'achèvement d'un bon nombre de grands projets et le démarrage de quelques grands projets annoncés par le Chef de l'Etat dans ses adresses à la Nation du 31 décembre 2022, 2023 et 2024.

Tableau 7 : Quelques grands projets d'investissements en cours

Intitulé du projet	Coût total (millions FCFA)	Taux de réalisation (%)	Date probable d'achèvement	Montant programmé en 2026 (millions FCFA)	
				RE/ABS	RI
Grands projets MINEE					
Barrage de Memve'e (arriérés)	85 000	100	Projet achevé mais non clôturé		2 694,00
Barrage de Lom Pangar (Usine de pied et lignes d'évacuation)	73 893	88	Déc. 2027	4 000,00	5 500,00
Projet d'interconnexion des réseaux électrique du Cameroun et du Tchad (PIRECT)	473 867	4,13	Déc. 2027	60 000,00	
Construction de la ligne 400Kv Nachtigal- Bafoussam ainsi que les ouvrages connexes	102 949	10	Travaux prélimi- naires démarrés, mais projet en arrêt	5 000,00	
Projet de Renforcement et stabilisation des réseaux de transport d'électricité de la ville de Yaoundé	29 703	10	Déc. 2026	5 000,00	
Projet de Renforcement et stabilisation des réseaux de transport d'électricité de la ville de Douala	98 394		Déc. 2028	5 000,00	1 245,00
Ligne 225Kv Ebolowa-Kribi et 90Kv Mbalmayo-Mékin phase I	41 480	22	Nov. 2026	20 000,00	2 553,00
Projet d'électrification de 200 localités par système solaire photovoltaïque au Cameroun (Tranche 2 de 62 localités)	34 765		Nov. 2025	22 000,00	275,00
Projet d'électrification rurale et d'accès à l'énergie dans les zones sous-desservies (PERACE)	75 464	52	Juin. 2026	13 000,00	1 107,00
Projet de sécurité de l'eau potable				9 000	320,00
Projet d'alimentation en eau potable de 09 villes				25 000	6 400,00
Projet de reconfiguration du système d'alimentation en eau potable de la ville de Douala				10 272,00	2 000,00
Projet de reconfiguration du système d'alimentation en eau potable de la ville de Yaoundé (PRC)	135 785		Avril 2029	10 500,00	700,00
Station d'adduction d'eau potable à Japoma (PRC)	62 460	20	Déc. 2026	30 000,00	6 000,00
Mégaprojet d'approvisionnement en eau potable de Douala (PRC)	446 000		2030		360,00
PforR				74 000,00	3 100,00
PARSEC				46 800,00	
TOTAL (MINEE)	2 307 214			339 572,00	32 254,00

Intitulé du projet	Coût total (millions FCFA)	Taux de réalisation (%)	Date probable d'achèvement	Montant programmé en 2026 (millions FCFA)	
				RE/ABS	RI
Grands projets MINTP					
Autoroute Yaoundé-Douala phase I : travaux supplémentaires et de raccordement	119 096	100	Projet achevé mais non clôturé		5 000,00
Construction route Bachenga-Ntui Yoko-Lena-Sengbe-Tibati	354 000	100	Reception definitive: Avril. 2026	17 000,00	7 535,00
Réhabilitation route Babadjou Bamenda (PRC)	88 700	Lot 1: Babadjou-Matazem: 100% Lot 2: Matazem-Welcome: 89,5% Lot 3: Ecole des champions :62% Lot 4: Traversée urbaine : 58%	Juin 2026	20 000,00	2 900,00
Autoroute Yaoundé – Douala (phase2)	1 075			30 000,00	
Bitumage de la route Ekondo-TITTI Mudemaba (PRC)	40 000	34	Déc. 2024		7 000,00
Boucle de la lékié	31 100	52,23	Déc. 2025		3 000,00
Aménagement de l'Entrée Est de Douala (phase II)	87 291	82,8	Déc. 2025	5 000,00	
Programme d'Appui au Secteur du Transport phase 3 (Ring Road)	167 000	Lot 1: Kumbo – Ndu : 41,97 Lot 2: Ndu –Binka – Nkambe: 70,44 Lot 3: Nkambe – Misaje : 29	Déc. 2026	30 000,00	5 000,00
Réhabilitation route Mora-Dabanga Kousseri (PRC)	189 000	Lot 1: 57,76 Lot 2,3,4,5: 0	Juin. 2029	20 000,00	500,00
Route Olounou-Oveng-Froitière Gabon	70 000			18 000,00	
Réhabilitation de la route Edéa-kribi	141 000			10 000,00	1 000,00
Réhabilitation de la route Maroua Moutouroua-Magada-Guidiguis	155 000	Lot 1: 0,81% Lot 2: 1,65 % Lot 3: 1,75%	Déc. 2030	4 000,00	400,00
Route Ebolowa-AkomII-Kribi	171 000			10 000,00	
Construction de la voie expresse Lolabé (port de Kribi)-Campo	48 195			5 000,00	
Réhabilitation de la route Ngaoundéré -Garoua	221 000			10 000,00	1 000,00
TOTAL (MINTP)	1 441 087			179 000,00	33 335,00

Intitulé du projet	Coût total (millions FCFA)	Taux de réalisation (%)	Date probable d'achèvement	Montant programmé en 2026 (millions FCFA)	
				RE/ABS	RI
Grands projets MINH DU					
Conception/ réalisation de 10 000 logements et leurs équipements socio-culturels à Yaoundé et ses environs (phase 1)	96 000	40	Nov. 2026	10 000,00	1 260,00
Phase pilote de construction de 1675 logements sociaux et équipements collectifs connexes à Olembe / Yaoundé et Mbanga Bakoko / Douala	77 000	81	Déc. 2025		6 754,00
Autoroute Yaoundé–Nsimalen (Section urbaine) (PRC)	365 000			10 000,00	5 888,00
Projet de construction de la voie de contournement de la ville de Yaoundé	794 000			4 336,00	1 821,00
Projet de mobilité urbaine de Douala	272 000			15 000	
TOTAL (MINH DU)	1 326 000			39 336,00	15 723,00

Intitulé du projet	Coût total (millions FCFA)	Taux de réalisation (%)	Date probable d'achèvement	Montant programmé en 2026 (millions FCFA)	
				RE/ABS	RI
Grands projets MINT					
Port en eau profonde de Kribi (phase II)	391 000	100	Projet achevé mais non clôturé		3 440,00
Projet Régional pour l'amélioration de la performance du Corridor rail/route Douala-N'Djaména	180 000			12 500,00	232,00
Projet de renouvellement de ligne Bélabo-Ngaoundéré	193 000			4 500,00	
Projet de réhabilitation des aéroports de Bertoua, Kribi et Tiko (PRC)	77 000				493,00
TOTAL (MINT)	468 000			17 000,00	4 165,00

Il convient de relever que cet effort de budgétisation s'effectue malgré le contexte marqué par l'impact des crises sécuritaires à l'Extrême-Nord, au Nord-Ouest et au Sud-Ouest, de la guerre en Ukraine et très prochainement du conflit au Moyen-orient.



Les grandes orientations du budget de l'Etat 2026

Le budget de l'Etat 2026 en chiffres

Le budget de l'Etat pour l'année 2026 est de 8 816,4 milliards de FCFA. Il se répartit en 8 683,9 milliards de FCFA pour le budget général et 132,5 milliards de FCFA pour les 13 Comptes d'Affectation Spéciale (CAS).

Evaluation des ressources

● Le budget général

Les produits et revenus applicables au budget général de la République du Cameroun pour l'exercice 2026 sont évalués à FCFA 8 683 900 000 000 et se décomposent de la manière suivante.

● Tableau 8 : Ressources du budget général au titre de l'exercice 2026

Libellé	2025	2026
Recettes fiscales	4 487 800	4 827 300
Dons, fonds de concours et legs	90 400	73 900
Cotisations sociales	71 885	79 872
Autres recettes	784 715	706 028
Emprunts et autres financements	2 234 200	2 996 800
Total des ressources du budget général	7 669 000	8 683 900

● Les CAS

Les ressources des Comptes d'Affectation Spéciale pour l'exercice 2026 sont évaluées à FCFA 132 500 000 000 et se décomposent de la manière suivante.



● Tableau 9 : Ressources des CAS au titre de l'exercice 2026

Libellé de la recette	2025	2026
Fonds de développement du secteur de l'électricité	15 000 000	15 000 000
Fonds spécial pour le financement de la reconstruction des zones reconnues économiquement sinistrées des régions de l'extrême-nord, du nord-ouest et du sud-ouest	36 400 000	0
Fonds spécial pour le financement de la reconstruction des zones reconnues économiquement sinistrées de la région de l'extrême-nord	0	37 100 000
Fonds spécial pour le financement de la reconstruction des zones reconnues économiquement sinistrées des régions du nord-ouest et du sud-ouest	0	12 900 000
Fonds spécial pour l'autonomisation économique des femmes et à la promotion de l'emploi jeune	0	50 000 000
Développement du secteur postal	900 000	900 000
Fonds spécial pour la sécurité électronique	1 500 000	1 500 000
Soutien de la politique culturelle	200 000	200 000
Financement des projets de développement durable en matière d'eau et assainissement	900 000	900 000
Fonds national de l'environnement et du développement durable	1 500 000	1 500 000
Développement forestier	3 000 000	3 000 000
Fonds spécial de protection de la faune	500 000	500 000
Production des documents sécurisés de transport	6 000 000	8 000 000
Soutien et développement des activités de tourisme et de loisirs	1 000 000	1 000 000
Total des recettess des CAS	66 900 000	132 500 000

Evaluation des charges

● Le budget général

Les charges du budget général de la République du Cameroun pour l'exercice 2026 sont évaluées à FCFA 8 683 900 000 000 et ventilées par nature économique ainsi qu'il suit.

● Tableau 10 : Charges du budget général au titre de l'exercice 2026

Libellé	2025	2026
Dépenses courantes	5 816 910 000	6 652 750 000
Les charges financières de la dette	2 369 700 000	2 928 395 325
Les dépenses de personnel	1 570 665 921	1 622 787 000
Les dépenses de biens et services	1 121 642 386	1 320 934 675
Les dépenses de transfert	752 891 693	737 108 000
Autres dépenses	2 010 000	43 525 000
Dépenses en capital	1 852 090 000	2 031 150 000
Les dépenses de biens et services	91 245 215	108 081 628
Les dépenses de transfert	38 695 480	282 559 172
Les dépenses d'investissement	1 722 149 304	1 640 509 200
Total des dépenses	7 669 000 000	8 683 900 000



● Le CAS

Les charges des Comptes d'Affectation Spéciale pour l'exercice 2026 sont évaluées à FCFA 132 500 000 000 et se décomposent de la manière suivante.

● Tableau 11 : Charges des CAS au titre de l'exercice 2026

Libellé	2025	2026
Dépenses courantes	15 913 362	61 485 546
Les dépenses de personnel	1 760 000	1 860 000
Les dépenses de biens et services	12 809 262	18 660 546
Les dépenses de transfert	1 344 100	40 965 000
Dépenses en capital	50 986 638	71 014 454
Les dépenses de biens et services	2 990 837	2 293 636
Les dépenses de transfert	1 024 699	10 000
Les dépenses d'investissement	46 971 102	68 710 818
Total des dépenses	66 900 000	132 500 000

L'équilibre budgétaire et financement des déficits

Le budget 2026 dégage un déficit des recettes budgétaires sur les dépenses budgétaires de l'ordre de 631,0 milliards (1,7% du PIB). Le solde primaire quant à lui montre un déficit des recettes budgétaires sur les dépenses budgétaires hors charge de la dette de 98,5 milliards (0,3% du PIB). Le solde de référence CEMAC quant à lui se situe à 485 milliards soit 1,3% du PIB.

● **Tableau 12 : Soldes budgétaires (en milliards)**

SOLDES	Montant	% du PIB
Capacité / Besoin de financement	-631,0	-1,7%
Solde Global	-631,0	-1,7%
Solde Primaire	-98,5	-0,3%
Solde de référence CEMAC	-485,0	-1,3%

Outre le besoin de financement de 631,0 milliards représentant le déficit budgétaire, le Gouvernement fera face à d'autres charges de financement et de trésorerie estimé à 2 473,2 milliards composées de l'amortissement de la dette structurée (1 870,6 milliards), du remboursement de crédit de TVA (84 milliards), des restes à payer trésor, y compris la dette non structurée CAA (498,8 milliards) et les sorties nettes au profit des correspondants du Trésor (20,0 milliards). Le besoin de financement et de trésorerie global sera de 3 104,2 milliards.

Pour couvrir ce besoin, l'État devra mobiliser en 2026 des prêts projets de l'ordre de 826,7 milliards, des émissions de titres publics d'un montant de 400 milliards, des appuis budgétaires du PEF de 120,0 milliards, 589,7 milliards sous forme de financement bancaire, d'autres emprunts équivalents à 1000 milliards et 167,8 milliards sous forme de financement exceptionnels.

● **Tableau 13 : Présentation des emplois et ressources de financement (en milliards)**

Besoins de financements et de trésorerie	MONTANT	Ressources de financements et de trésorerie	MONTANT
Déficit budgétaire global	631,0	Prêts projets	826,7
Amortissement de la dette	1 870,6	Emission des Titres publics	400,0
Dette extérieure	849,0	Appuis Budgétaires PEF	120,0
Dette intérieure (hors correspondants)	1 021,6	Financement bancaire	589,7
Remboursement des crédits TVA	84	Dont compte séquestre TVA	84
Sortie nette au profits des correspondants	20,0	Autres emprunts	1 000
Restes à payer Trésor/Dette non structurée CAA	498,8	Financement Exceptionnels	167,8
TOTAL	3 104,2	TOTAL	3 104,2

Priorités en matière d'import-substitution

Le Plan Intégré d'Import Substitution Agro pastoral et Halieutique (PIISAH) couvrant le triennat 2024-2026 se présente comme le cadre par excellence de conduite des initiatives gouvernementales en faveur de la politique d'import substitution sur le triennat 2024-2026. Afin d'apporter une réponse globale à la problématique de l'import substitution, il importe que les actions retenues dans le cadre du plan spécial PIISAH soient complétées par toutes celles que les administrations conduisent sur leurs ressources budgétaires hors PIISAH et qui visent tout autant la réduction de la dépendance du pays des produits importés.

Quant aux activités programmées pour l'exercice 2026, dix administrations sont prises en compte. En effet, le MINDCAF s'est ajouté aux neuf qui étaient déjà présentes au titre de l'exercice 2025. L'objectif ici est d'intégrer l'ensemble des administrations bénéficiant des ressources PIISAH. Le tableau ci-dessous fait une présentation comparée des allocations budgétaires de 2025 et 2026.

● **Tableau 14 : Evolution des allocations budgétaires en matière d'import-substitution sur la période 2025 et 2026**

Ministères	Dotations globales 2025	Dotations PIISAH 2025	Dotations globales 2026	Dotations PIISAH 2026	Part de la dotation en matière d'import-substitution en 2025 (%)	Part de la dotation en matière d'import-substitution en 2025 (%)
MINRESI	8 865 000	4 000 000	11 125 000	7 000 000	45,12%	62,92%
MINCOMMERCE	1 611 735	500 000	4 373 837	600 000	45,12%	13,72%
MINMIDT	1 588 000	1 500 000	1 680 000	1 000 000	94,46%	59,52%
MINADER	42 747 532	13 000 000	60 846 717	16 500 000	30,41%	27,12%
MINEPIA	20 554 262	11 000 000	24 051 223	11 500 000	53,52%	47,81%
MINEE	2 621 170	950 000 000	8 687 494	1 000 000	36,24%	11,51%
MINFOF	212 200	-	125 050	-	0,00%	0,00%
MINTP	45 428 456	3 000 000	42 956 422	3 000 000	6,6%	6,98%
MINDCAF	-	-	1 046 000	1 046 000	-	100,00%
MINPMEESA	4 523 740	1 500 000	3 036 683	1 975 000	33,16%	65,04%
TOTAL	128 152 095	35 450 000	157 928 426	43 621 000	27,66%	27,62%

Les ressources dédiées à la mise en œuvre des actions ciblant la politique d'import substitution sont en augmentation de 29 776 331 000 F CFA par rapport à la dotation révisée de 2025. Ceci souligne toute l'attention que le Gouvernement accorde à cette politique. Une importante provision de montant total de F CFA 43 621 000 est constituée dans l'ensemble des budgets des dix administrations concernées pour le financement des actions du PIISAH. Cette dotation du PIISAH est belle même à la hausse, en raison de la hausse des dites ressources au MINADER et au MINRESI.

Stratégie d'endettement en 2026

Le montant total des tirages nets prévus en 2026 est de 3 197 milliards de FCFA, dont 2091 milliards de FCFA à mobiliser auprès des bailleurs de fonds extérieurs et 1 105 milliards de FCFA au titre de la dette intérieure.

Pour ce qui est des emprunts extérieurs représentant 65,4% du montant total, il est attendu 827 milliards de FCFA pour des prêts orientés vers des projets, et 237 milliards de FCFA d'appuis budgétaires et 1000 milliards de FCFA d'Eurobond.

Relativement aux financements intérieurs, un stock de 1105 milliards de FCFA sera mobilisé en 2026, dont (i) 400 milliards de FCFA issus de l'émission des titres publics (OT/OTA) ; (ii) 250 milliards de FCFA d'emprunt bancaire ; et (ii) l'encours de fin de période des Bons du Trésor Assimilables (BTA) devrait se stabiliser à 455 milliards de FCFA, niveau observé au 31 décembre 2024.

Ainsi, le plan de financement de l'Etat pour 2026 se présente de la façon suivante :

● **Tableau 15 : Plan Annuel d'Endettement 2026**

Instruments de dette		Type de taux d'in- térêt	Maturité (an)	Période de Grace (an)	Poids	Montant (en millions de FCFA)
Financements extérieurs						
ADF_Fixed	USD_1	Fixe	40	10	1%	27
Concessionnel_DTS	SDR_2	Fixe	35	7	4%	86
Concessionnel_EUR	EUR_3	Fixe	30	7	1%	14
Concessionnel_USD	USD_4	Fixe	30	7	7%	144
Sous-total concessionnels					13%	270
Semi-Concessionnel_EUR_F	EUR_5	Fixe	20	5	4%	74
Semi-Concessionnel_EUR_V	EUR_6	Variable	20	5	7%	148
Semi-Concessionnel_USD_F	USD_7	Variable	20	5	4%	84
Semi-Concessionnel_USD_V	USD_8	Variable	20	5	3%	71
Commercial_EUR_F	EUR_9	Fixe	15	5	0%	3
Commercial_EUR_V	EUR_10	Variable	15	5	1%	23
Commercial_USD_F	USD_11	Fixe	15	5	0%	-
Commercial_USD_V	USD_12	Variable	15	5	4%	88
Prêts complémentaires ECAs et ITFC	EUR_14	Variable	5	0,5	2%	43
Emprunt Direct	XAF_19	Fixe	7	2	1%	22
Sous-total non-concessionnels					27%	557
Total Prêts projets					40%	827

Appuis budgétaires	USD_ap	Fixe	12	5	0%	-
Appuis budgétaires	EUR_3	Fixe	30	7	6%	120
Appuis budgétaires sectoriels	EUR_aps	Fixe	30	7	7%	144
Total Appuis budgétaires					13%	264
Autres emprunts extérieurs	EUR_13	Fixe	11	8	48%	1000
Total emprunts extérieurs					100%	2 091
Financements intérieurs						
Bons du Trésor	XAF_15	Fixe	1	0	41,2%	455
Emissions / Encours de fin de période						455
Remboursements						455
Emissions nettes						-
OT/OTA					36,2%	400
OTA 2 ans à 5 ans	XAF_16	Fixe	5	4	27,1%	74
OTA 5 ans à 7 ans	XAF_17	Fixe	7	6	7,2%	148
OTA 9 ans à 10 ans	XAF_18	Fixe	10	9	1,8%	84
Financements bancaires	XAF_19	Fixe	7	2	22,6%	71
Total emprunts intérieurs					100,0%	1 105
Total besoin d'endettement 2026					100,0%	3 197

Prévisions en matière de décentralisation



Pour l'exercice 2026, le montant total affecté aux départements ministériels pour les transferts en capital aux CTD s'élève à FCFA 143,79 milliards, dont FCFA 9,7 milliards destinés aux régions et FCFA 134,09 milliards aux communes. La budgétisation des ressources transférées aux CTD prévoit un volume global de FCFA 1 106,22 milliards, réparti entre FCFA 804,11 milliards pour l'investissement et FCFA 302,11 milliards FCFA pour le fonctionnement. Les prévisions de recettes fiscales à mobiliser au profit des CTD pour 2026 s'établissent quant à elles à FCFA 603,59 milliards.

Tableau 16 : Ressources de la décentralisation par compétences et ministère/institution en 2026 (en millions de FCFA)

Libellés	Compétences exercées	Compétences non exercées	Total
Ministère de l'Administration Territoriale	6 049,5	665,0	6 714,5
Délégation Générale à la Sûreté Nationale	1 804,9	10,0	1 814,9
Ministère de la Défense	16,6	0,0	16,6
Ministère des Arts et de la Culture	0,0	992,0	992,0
Ministère de l'Education de Base	44 260,8	229 793,0	274 053,8
Ministère des Sports et de l'Education Physique	7 506,4	0,0	7 506,4
Ministère du Commerce	4 074,9	0,0	4 074,9
Ministère du Tourisme et des Loisirs	2 717,4	35,0	2 752,4
Ministère des Enseignements Secondaires	13 664,0	238 524,0	252 188,0
Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	220,0	0,0	220,0
Ministère des Finances	2 840,4	15 171,0	18 011,4
Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire	1 330,7	180,0	1 510,7
Ministère de la Décentralisation et du Développement Local	24 200,0	95 634,0	119 834,0
Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable	1 732,0	0,0	1 732,0
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	8 450,1	0,0	8 450,1
Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales	11 571,3	3 000,0	14 571,3
Ministère de l'Eau et de l'Energie	26 969,6	32 201,3	59 170,9
Ministère des Forêts et de la Faune	32,6	0,0	32,6
Ministère des Travaux Publics	66 630,0	5 870,0	72 500,0
Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain	41 533,9	10 617,1	52 151,0
Ministère de la Santé Publique	66 221,4	137 171,1	203 392,5
Ministère des Affaires Sociales	2 854,6	44,6	2 899,2
Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille	216,0	400,0	616,0
Ministère des Transports	17,0	1 000,0	1 017,0
Total	334 914,1	771 308,1	1 106 222,2

Sensibilité au climat et au genre du Budget

● Sensibilité au climat du budget

La Budgétisation Sensible au Climat et à l'Environnement (BSCE) est à sa deuxième édition dans le cadre de la préparation de la Loi de Finances 2026 au Cameroun, pour laquelle un document budgétaire sensible au climat et à l'environnement figure désormais parmi les annexes budgétaires. Au titre de l'exercice budgétaire 2026, les dépenses favorables à la lutte contre les changements climatiques et à la préservation de l'environnement s'élèvent à 406 298 073 561 FCFA partant de 225 331 542 000 FCFA en 2025. Elles représentent 4,72% du budget général de l'État (c'est-à-dire en intégrant les dépenses de fonctionnement et d'investissement de toutes les administrations). Cette donnée connaît une légère évolution partant de 3,11% en 2025.

Par ailleurs, la part de ces dépenses en faveur du climat et de l'environnement dans le **budget d'investissement est de 17,35%**, tandis qu'elles représentent **0,83 % du budget de fonctionnement**.

● Tableau 17 : Distribution du budget sensible au climat et à l'environnement en 2026

ADMINISTRATION	BF	BF	BUDGET TOTAL	DEPENSES FAVORABLES	PART BUDGET
07 – Ministère De L'administration Territoriale	38 469 000 000	3 600 000 000	42 069 000 000	3 356 050 000	7,98%
19 – Ministère De La Recherche Scientifique Et De L'innovation	21 992 263 400	10 027 736 600	32 020 000 000	4 445 000 000	13,88%
20 – Ministère Des Finances	160 267 000 000	10 750 000 000	171 017 000 000	12 536 180 000	0,73%
21 – Ministère Du Commerce	10 136 000 000	4 800 000 000	14 936 000 000	52 245 000	0,35%
22 – Ministère De L'économie, De La Planification Et De L'aménagement Du Territoire	67 105 000 000	148 200 000 000	215 305 000 000	15 269 780 000	0,71%
27 – Ministère De La Décentralisation Et Du Développement Local	65 192 000 000	81 631 485 895	146 823 485 895	10 825 000 000	7,37%
28 – Ministère De L'environnement, De La Protection De La Nature Et Du Développement Durable	10 260 000 000	3 400 000 000	13 660 000 000	10 486 496 000	76,77%
29 – Ministère Des Mines, De L'industrie Et Du Développement Technologique	10 109 000 000	3 200 000 000	13 309 000 000	638 600 000	4,80%
30 – Ministère De L'agriculture Et Du Développement Rural	43 493 000 000	70 500 000 000	113 993 000 000	14 799 348 000	12,98%

31 – Ministère De L'élevage, Des Pêches Et Des Industries Animales	21 879 000 000	34 630 000 000	56 509 000 000	26 327 902 000	46,59%
32 – Ministère De L'eau Et De L'énergie	7 654 500 000	416 078 500 000	423 733 000 000	205 342 931 027	48,46%
33 – Ministère Des Forêts Et De La Faune	14 911 000 000	7 960 000 000	22 871 000 000	10 343 157 000	45,22%
36 – Ministère Des Travaux Publics	110 712 000 000	537 240 500 000	647 952 500 000	28 706 000 534	4,43%
38 – Ministère De L'habitat Et Du Développement Urbain	13 265 000 000	155 099 691 451	168 364 691 451	43 788 357 000	26,01%
39 – Ministère Des Petites Et Moyennes Entreprises, De L'économie Sociale Et De L'artisanat	10 219 000 000	4 306 473 000	14 525 473 000	2 047 900 000	14,10%
40 – Ministère De La Santé Publique	315 397 000 000	69 870 000 000	385 267 000 000	25 882 191 000	6,72%
42 – Ministère Des Affaires Sociales	4 372 000 000	12 110 000 000	26 482 000 000	535 500 000	2,02%
46 – Ministère Des Transports	7 717 000 000	26 632 000 000	34 349 000 000	15 940 800 000	46,41%
Total Admin Pilotes	943 149 763 400	1 600 036 386 946	2 543 186 150 346	406 298 073 561	15,98%
Total Sections Non Pilotes	5 647 450 236 600	426 263 613 054	6 073 713 849 654	-	-
Total Budget General De L'état	6 590 600 000 000	2 026 300 000 000	8 616 900 000 000	406 298 073 561	4,72%

● Sensibilité au genre du budget

La Budgétisation Sensible au Genre (BSG), a connu une avancée significative avec l'institutionnalisation du Document Budgétaire Sensible au Genre (DBSG), comme annexe au projet de loi de finances depuis l'exercice 2021. En ce qui concerne l'exercice budgétaire 2026, les dépenses favorables au genre s'établissent à **90 414 340 000 FCFA** contre **92 460 047 000 FCFA** en 2025, ce qui représente un poids de **1,04%** du budget général de l'Etat.



● Tableau 18 : Distribution du budget sensible au genre en 2026 selon la nature de la dépense

Administration	Budget genre	Dépenses en capital	Dépenses courantes
MINEPIA	1 234 000 000	870 000 000	364 000 000
MINDDEVEL	106 500 000	0	106 500 000
MINFI	577 387 000	0	577 387 000
MINSANTE	48 785 980 000	2 081 500 000	46 704 480 000
MINEPAT	2 619 652 000	1 803 200 000	816 452 000
MINESEC	3 962 000 000	3 426 000 000	536 000 000
MINADER	2 999 148 000	2 857 148 000	142 000 000
MINAS	2 184 450 000	0	2 184 450 000
MINEDUB	22 153 452 000	4 282 400 000	17 871 052 000
MINPROFF	5 791 771 000	1 020 971 000	4 770 800 000
TOTAL	90 414 340 000	16 341 219 000	74 073 121 000

Portefeuille de l'Etat

● Entreprises Publiques

Au 31 décembre 2024, le portefeuille de l'État est constitué de **68 entreprises**, dont **47 entreprises sous contrôle majoritaire** de l'État et **21 entreprises** à participation publique minoritaire. Le capital social cumulé de ces entreprises s'établit à **1 131,57 milliards FCFA**, contre **1 108,76 milliards FCFA** en 2023, soit une progression de **22,81 milliards FCFA** (+2,1 %).

La valeur des participations détenues par l'État atteint **828,81 milliards FCFA** en 2024, représentant 73,7 % **du capital social total** des entreprises du portefeuille. Les entreprises sous contrôle majoritaire concentrent **739,09 milliards FCFA**, soit près de **89 %** de la valeur des participations de l'État, contre **89,72 milliards FCFA** (environ **11 %**) pour les entreprises à participation minoritaire.

● Tableau 19 : Participation de l'Etat dans le capital social des entreprises en 2024

Catégorie	Nombres d'entreprises	Valeur des participations de l'Etat (en milliards de FCFA)	Part du total
Entreprises à participation majoritaire	47	739,09	89,2%
Entreprises à participation minoritaire	21	89,72	10,8%
Total	68	828,81	100%

● Etablissements Publics



Le portefeuille des Etablissements Publics au Cameroun au 31 décembre 2024 comporte 90 entités, dont 71 bénéficient des subventions directes de fonctionnement, 18 des recettes affectées et UTAVA, qui, bien qu'étant en établissement public est doté d'un capital social.

● Tableau 20 : Répartition des établissements publics par mode de financement en 2024

Mode de financement	Nombres d'EP	Volume (en milliards de FCFA)	Part du total
Subventions directes de fonctionnement	71	98,77	78,9%
Recettes affectées (parafiscalité)	18	ND	20,0%
Capital social (UTAVA)	1	Capital social (pas une subvention)	1,1%
Total	68	98,77³	100%

³Le total de **98,77 milliards FCFA** correspond uniquement aux subventions directes de fonctionnement. Le document ne fournit pas le montant agrégé des recettes affectées (parafiscalité), qui relèvent d'un autre mode de financement.

Risques pouvant entraver l'exécution du budget 2026

Les risques budgétaires sont des facteurs susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats budgétaires (recettes et dépenses publiques) et les attentes ou les prévisions. Ces risques budgétaires ont été classés en différentes catégories, telles que les risques macroéconomiques dus à divers facteurs macroéconomiques, les risques liés à la dette publique, les risques liés aux concours financiers accordés aux entités du secteur public autres que l'Etat notamment les entreprises, les risques liés au secteur financier les risques liés aux partenariats public-privé, Les autres risques spécifiques, les risques institutionnels et les risques à long terme.

● Tableau 21 : Matrice des risques budgétaires

Impact budgétaire élevé > FCFA 202 Milliards

Probabilité de survenance faible : <10%

Paniques ou faillites bancaires

Risque de non-disponibilité des ouvrages connexes au moment de la livraison de l'ouvrage principal

Risque lié à la panique ou faillite bancaire

Probabilité de survenance moyenne : [10% ; 50%]

Risque lié à la sous-consommation des ressources transférées aux CTD

Garanties publiques ou participations dans des institutions financières

Probabilité de survenance élevée : >50%

Risque de change

Risque de refinancement

Risque lié à la recapitalisation par l'Etat actionnaire

Risque lié au paiement des prestations réalisées

Risque lié à l'endettement

Risque lié au poids des charges du personnel

Risques liés à la dette des administrations publiques

Risque lié à la dette de la SONARA

Risque lié à la dette des marketeurs

Risques liés à l'augmentation de la dépense fiscale

Risque lié à l'exécution de la dette flottante

Incapacité de l'Etat à honorer ses engagements envers ses anciens agents

Risques de contentieux onéreux suite aux actions d'assainissement du fichier solde

Risque lié à la panique ou faillite bancaire

Risque de liquidité

Impact budgétaire moyen [FCFA 81 ; 202 Milliards]

Probabilité de survenance faible : <10%

Risque lié au non-respect des engagements de l'Etat vis-à-vis des EP

Probabilité de survenance moyenne : [10% ; 50%]

Risques liés aux fluctuations des cours du dollar

Risques liés à l'inflation

Risques liés à la montée des tensions géopolitiques

Risque de taux d'intérêt

Risque lié à l'endettement des CTD

Risque lié à la Gouvernance de l'administration centrale en faveur des CTD

Risque lié à l'incivisme fiscal ou à la non tenue des obligations sociales

Risque lié aux recrutements non maîtrisés et inadaptés du personnel au sein des EP

Risques liés à la multiplication des activités au sein des EP au-delà des moyens disponibles

Risque lié à la qualité des études de certains projets

Risque lié à l'indemnisation des populations impactées par le projet

Risque lié à la qualité de l'investissement public

Risque lié à la prise en compte de charges récurrentes induites par les projets d'investissement

Détérioration du ratio de soutenabilité de la dépense salariale

Maladies à fort potentiel épidémique

Émanation de gaz

Éruption volcanique

Probabilité de survenance élevée : >50%

Risques liés aux déficits budgétaires enregistrés par ces entités

Risque lié à la non mise en conformité des EP

Risque l'environnement pré et post électoral municipales et législatives 2026

Risques informatiques

Risque de surestimation des dépenses

Risque lié à la délivrance des Avis de Non-Objection des bailleurs

Risque lié aux paiements des dépenses

Inondation

Sécheresse

Érosion côtière

Risque lié au cadrage budgétaire

Risque lié à la gestion de la trésorerie

Risque de contrepartie

Risque de marché

Risque lié aux garanties publiques ou participations dans des institutions financières

Impact budgétaire faible < FCFA 81 Milliards

Probabilité de survenance faible : <10%

Risque lié à la vétusté de l'outil de production.

Risque lié à l'exécution des décisions de justice et des honoraires d'avocats

Risques liés à l'atonie du secteur de la silviculture à l'exportation

Risques liés à la fonction gestion ou risque de conformité

Risques liés à la fonction contrôle

Risque lié à l'enregistrement et au timbre

Risques liés à la fonction recouvrement

Risques liés à la fonction contentieux

Risques liés aux activités internes ainsi qu'aux services supports

Risques institutionnels

Risque lié à l'atteinte des résultats dans le cadre des projets financés suivant l'approche DLI (Disbursement Linked Indicators)

Submersion marine côtière (moyen)

Salinisation

Tremblement de terre

Probabilité de survenance moyenne : [10% ; 50%]

Risques liés à la guerre commercial

Risque lié à la Gouvernance / Gestion administrative et financière interne au sein des CTD

Risque lié aux prix administrés et aux missions de service public réalisées par les Entreprises Publiques

Risque des projets PPP développés sous l'égide de la loi générale des contrats de partenariat public-privé

Difficultés d'une ou plusieurs banques ou institutions financières à capitaux publics ou systémiques

Faiblesses dans l'application de la réglementation et du contrôle interne

Risque lié à la mise en œuvre optimale des conventions de financements

Risque lié à la baisse du volume des crédits de paiement à la suite d'un collectif budgétaire

Vents violents, Glissement de terrain, Éboulement de terrain, Coules de boues, Foudre, Orages, Attaques de pachydermes (faible), Invasion des oiseaux granivores, Invasion des acridiens, Invasion des chenilles, Pollution

Probabilité de survenance élevée : >50%

Risques liés à la croissance économique

Risques inhérents aux fluctuations des cours du pétrole et du gaz

Risques relatifs aux répercussions des tensions post électorales 2025 à moyen terme

Risque de sous-estimation des ressources

Risque lié à la tenue des délais dans le processus de contractualisation

Sources Documentaires

● Documents

- Loi de Finances 2026.
- Document de Programmation Économique et Budgétaire à Moyen Terme (DPEB).
- Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT) 2026-2028.
- Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30).
- Rapport sur la Situation et les Perspectives économiques, sociales et Financières de la Nation (RASIPFIN)2026.
- Annexes à la Loi de Finances 2026 (tome vert ; risques budgétaires ; Document Budgétaire Sensible au Genre ; et Document Budgétaire Sensible au Climat et à l'Environnement).
- Budget Citoyen 2026.

● Site internet

- <https://www.dgb.cm/>
- <https://plateformeparlementaire.cm/>
- <https://ins-cameroun.cm/>





Loi de finances 2026 en raccourcis

Informations utiles à savoir

Les sites internet

www.minfi.gov.cm

www.dgb.cm

www.minepat.gov.cm

www.impots.cm

www.douanescustoms.cm.net

www.dgtcfm.cm

[https://plateformeparlementaire.c
m](https://plateformeparlementaire.cm)

Pour toute information
complémentaire, s'adresser à la
Direction Générale du Budget,
Bâtiment B, Ministère des
Finances

Yaoundé, Secrétariat du Directeur
Général du Budget Téléphone :
(+237) 222 22 14 46
Ouvert du lundi au vendredi, sauf
les jours fériés.

Première édition
Août 2026